



Programme des Nations Unies pour l'environnement



UNEP/BUR/46/Inf.4
6 janvier 1995

FRANCAIS
Original: ANGLAIS

PLAN D'ACTION POUR LA MEDITERRANEE

Réunion du Bureau des Parties contractantes
à la Convention pour la protection de la mer
Méditerranée contre la pollution et aux
protocoles y relatifs

Paris, 30-31 janvier 1995

**RESULTATS ET ANALYSE DE LA PREMIERE REUNION DES EXPERTS JURIDIQUES
ET TECHNIQUES CHARGES D'EXAMINER LES AMENDEMENTS A LA
CONVENTION DE BARCELONE, AUX PROTOCOLES Y RELATIFS ET AU
PLAN D'ACTION POUR LA MEDITERRANEE
(Barcelone, 14-18 novembre 1994)**



**United Nations
Environment
Programme**



15 décembre 1994

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

PLAN D'ACTION POUR LA MEDITERRANEE

**RESULTATS ET ANALYSE DE LA REUNION DES EXPERTS JURIDIQUES
ET TECHNIQUES CHARGES D'EXAMINER LES AMENDEMENTS A LA
CONVENTION DE BARCELONE, AUX PROTOCOLES Y RELATIFS ET AU
PLAN D'ACTION POUR LA MEDITERRANEE
Barcelone, 14-18 novembre 1994**

Document établi par le Secrétariat



United Nations Environment Programme



EP

15 décembre 1994

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

PLAN D'ACTION POUR LA MEDITERRANEE

**RESULTATS ET ANALYSE DE LA REUNION DES EXPERTS JURIDIQUES
ET TECHNIQUES CHARGES D'EXAMINER LES AMENDEMENTS A LA
CONVENTION DE BARCELONE, AUX PROTOCOLES Y RELATIFS ET AU
PLAN D'ACTION POUR LA MEDITERRANEE**

Barcelone, 14-18 novembre 1994

Document établi par le Secrétariat

Introduction

Suite à la décision prise par les Parties contractantes, à leur réunion d'Antalya en 1993, d'entamer un processus de révision de l'ensemble du système de Barcelone, à savoir la Convention, les Protocoles et le Plan d'action pour la Méditerranée, et d'aligner les textes et programmes correspondants sur les nouvelles orientations amorcées par la CNUED à Rio en 1992, la réunion qui s'est tenue à Barcelone du 14 au 18 novembre 1994 a offert aux Parties contractantes la première occasion d'engager un tel processus.

Les experts désignés par les gouvernements ont pris part à cette réunion de caractère juridique et technique dont on escomptait qu'elle fournirait au Secrétariat des indications claires sur les intentions des Parties contractantes concernant les propositions de modification à apporter aux textes.

La réunion a ainsi examiné deux documents intitulés "Amendements proposés à la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution et aux Protocoles y relatifs" (UNEP(OCA)/MED WG.82/3) et (UNEP(OCA)/MED WG. 82/3 Add.1) rédigés par le Secrétariat, qui rendaient compte de tous les amendements à la Convention et aux Protocoles proposés par les Parties contractantes ainsi que d'un certain nombre de propositions précises formulées par le Secrétariat.

Ce qui suit comporte l'analyse, de la part du Secrétariat, des débats et délibérations de la réunion ainsi que la suite que l'on prévoit d'y donner.

Plan d'action pour la Méditerranée

Bien que la réunion n'ait donné lieu à ce sujet qu'à un bref échange de vues, on peut tirer les conclusions ci-après.

Le Secrétariat estime que le sentiment général des participants est de tenir pleinement compte des délibérations de Rio et de Tunis mais non de transformer le Plan d'action - pas plus que la Convention - en un programme de développement qui contribuerait au processus du développement durable. Selon un avis exprimé - encore qu'il n'ait pas été unanime -, le champ couvert par le Plan d'action pourrait être plus large que celui de la Convention. Il a été relevé que certaines questions n'étaient pas suffisamment traitées par le PAM à l'heure actuelle et qu'elles devraient donc recevoir une plus grande attention: ainsi peut-on mentionner, par exemple, le manque d'informations sur le PAM et les activités du PAM dans l'ensemble des pays méditerranéens, l'insuffisance des liens avec les importants donateurs internationaux, la lenteur et l'inefficacité du système de financement. De l'avis du Secrétariat, l'absence d'un système approprié de surveillance de l'application des activités convenues par les Parties contractantes est également un motif de préoccupation. En appoint au débat général, la délégation espagnole a formulé, au sujet de la structure et du fonctionnement à venir du PAM, une proposition concrète que l'on peut résumer en ces termes: l'Unité devrait rester sous les auspices du PAM; un conseil exécutif pourrait être constitué pour assurer le suivi des activités entre les réunions des Parties contractantes; une commission du développement durable remplacerait les points focaux du Plan Bleu et du Programme d'actions prioritaires ainsi que le Comité socio-économique; la structure

et les dispositions institutionnelles des CAR seraient uniformisées; un tiers du budget total du PAM serait financé à part égales par toutes les Parties et les deux autres tiers continueraient à reposer sur le barème des quotes-parts des Nations Unies; le PAM serait divisé en quatre chapitres: développement durable ; Convention et Protocoles; recherche et surveillance continue; dispositions institutionnelles et financières.

Le Secrétariat gardera à l'esprit toutes les observations ci-dessus et établira la proposition d'un nouveau Plan d'action pour la Méditerranée qui répondra à la nécessité d'envisager un programme conforme aux nouvelles orientations de la CNUED et qui reposera sur une analyse des réussites et des déficiences de vingt années d'activité.

Commission méditerranéenne du développement durable

Suite à la décision adoptée à la Conférence ministérielle MED 21 tenue à Tunis, la réunion a réaffirmé la nécessité de créer une Commission méditerranéenne du développement durable. Il a été convenu que cette Commission fonctionnerait sous l'égide du PAM en étroite coopération avec la Commission du développement durable des Nations Unies et que le texte de la Convention ne devrait pas exposer en détail sa création mais seulement la mentionner. Le Secrétariat souscrit totalement à cette décision et se penche présentement sur les dispositions pratiques à proposer: mandat, fonctions, composition, marche à suivre.

Convention de Barcelone

Un débat prolongé s'est déroulé sur le texte de la Convention. Conformément au souhait d'élargir le champ d'application de la Convention, certaines propositions ont été faites quant à l'opportunité de changer son intitulé. Comme aucune décision définitive n'a été prise, le Secrétariat fera une proposition conforme à l'accord de ne pas transformer la Convention en un programme de développement, tout en gardant à l'esprit la contribution qu'elle est tenue d'apporter au développement de la région.

Le champ d'application géographique de la Convention (art. 1) a fait l'objet d'un ample débat. Le Secrétariat estime que la décision finale de la réunion, à savoir d'inclure implicitement une nouvelle définition du terme "pollution" (art.2) et d'énoncer la possibilité d'étendre le champ d'application aux zones côtières (art.1) est satisfaisante et élargit suffisamment le champ d'application géographique de la Convention.

Au sujet de l'art.3, la discussion sur la modification du paragraphe 2 a montré la nécessité d'apporter de préférence par consensus des modifications aux instruments juridiques de manière à créer l'assise d'une coopération plus forte et plus efficace.

Le Secrétariat considère que les modifications apportées à l'art.4 sont un pas fondamental accompli vers la modernisation de la Convention. De fait, l'art. 4, dans

le libellé adopté par la réunion, a introduit sous la rubrique "Obligations générales" le principe de précaution, le principe du "pollueur-payeur", l'étude d'impact sur l'environnement et la gestion intégrée des zones côtières. Ces modifications alignent la Convention sur les conventions internationales les plus récentes et en fait réellement un instrument de réalisation du développement durable.

L'article 5, avec la modifications apportée par la réunion, énonce désormais l'interdiction de l'incinération en mer qui sera dûment reflétée dans le Protocole "Immersion".

La discussion sur l'art.6 a fait apparaître la nécessité d'inclure dans la Convention le concept d'"élimination" de la pollution. Bien que ce concept ait été accepté à l'unanimité, la réunion a conclu qu'il devait s'accompagner d'une "restriction" qui rendrait compte des difficultés pratiques, techniques et financières qu'impliquait une élimination totale de la pollution, et elle est convenue d'ajouter "dans toute la mesure du possible". La même formule restrictive a été convenue pour l'art.7.

L'article 8, tel qu'il est modifié, tout en introduisant aussi le concept nouveau d'élimination de la pollution, améliore foncièrement le texte existant puisqu'il est plus explicite et mentionne l'apport de pollution par l'atmosphère.

Le Secrétariat se félicite tout particulièrement de l'inclusion d'un nouvel article sur la "Conservation de la nature et diversité biologique" (art. 9A). Cet article répond désormais comme il convient au concept de diversité biologique et trace les lignes d'action que les Parties contractantes ont à suivre pour les inventaires, le traitement juridique et la gestion qui s'imposent.

Un nouvel article (9B) a été introduit pour répondre au nouveau Protocole relatif aux mouvements transfrontières de déchets dangereux et à leur élimination. Lors du débat sur le nouveau texte, on a soulevé le problème de la nécessité d'énoncer correctement que le risque de pollution visé par ce Protocole est dû à l'"exportation" et à l'élimination effectives des déchets et non aux "mouvements", autrement dit au transport de ces déchets.

L'article 10 n'a pas été modifié par la réunion mais le Secrétariat estime que la décision prise de préparer une annexe spécifique à la Convention qui exposera en détail les activités de surveillance de la pollution renforcera l'importance de ces activités et permettra une mise en oeuvre et un suivi plus efficaces de ce volet essentiel.

L'art.11, avec la modification apportée par la réunion, énonce désormais le principe du transfert des technologies écologiquement rationnelles, y compris les technologies de production propre qui sont un élément essentiel vers le processus de réalisation d'un développement durable.

Un nouvel article a été proposé à la réunion par le Secrétariat sur la législation en matière d'environnement (art.11A). Dans l'esprit du Secrétariat, ce article devait répondre à une préoccupation suscitée par le fait que les décisions et engagements pris par les Parties contractantes dans le cadre de l'application de la Convention et des Protocoles donnent rarement lieu à un suivi. La réunion n'a pas accepté le texte proposé par le Secrétariat mais a jugé que la question était importante et elle a demandé au Secrétariat de remanier l'article. Le Secrétariat est convaincu qu'un suivi législatif approprié au niveau national associé à la création d'un mécanisme de contrôle de la conformité sont des éléments déterminants pour rendre efficace l'ensemble du système de Barcelone et, en conséquence, il établira un nouveau texte pour examen.

Le Secrétariat avait également proposé un nouvel article (11B) sur l'information et la participation du public. La réunion n'a pas approuvé le texte en question mais elle a accepté le principe du droit des citoyens à avoir accès à l'information sur des questions de l'environnement et à participer, le cas échéant, au processus de prise de décision. Il a donc été demandé au Secrétariat de proposer un nouveau texte.

Plusieurs amendements ont été proposés à l'article 13 pour préciser les fonctions du Secrétariat, des réunions des Parties contractantes ainsi que de la Commission du développement durable. La réunion a réitéré le souhait de voir cette Commission instituée dans le cadre du développement durable et a demandé au Secrétariat de rédiger à nouveau l'article en se bornant à exposer les fonctions du Secrétariat.

Lors de la discussion sur l'art.14, la réunion a accepté la proposition du Secrétariat d'insérer dans le nouveau texte la définition du Bureau, avec son mandat, sa composition et ses tâches, ainsi que le statut et le rôle des ONG. La Secrétariat a donc été invité à remanier l'article et à proposer un texte. La proposition d'inclure la création de comités nationaux pour la Convention, les Protocoles et le PAM, n'a pas été acceptée, mais la réunion est convenue qu'elle devrait être réexaminée dans le cadre du PAM. Le Secrétariat estime qu'un tel rouage pourrait effectivement assurer une bonne coordination au niveau national à propos d'activités différentes mais interdépendantes du système de Barcelone.

La réunion a discuté de l'opportunité de réviser l'art.20 et l'art.21 afin de rendre plus efficaces les mécanismes de notification et de contrôle de la conformité. Les deux articles, tels qu'ils étaient proposés par le Secrétariat, n'ont pas été acceptés. La réunion est néanmoins convenue, s'agissant des rapports adressés par les Parties contractantes sur l'application de la Convention et des Protocoles, que des formes de présentation devraient être mises au point et officiellement adoptées. S'agissant du contrôle de la conformité, le Secrétariat est d'avis que la mise en place de mécanismes spécifiques aux niveaux international et national est indispensable si l'on attend du système de Barcelone qu'il soit plus efficace et contribue de manière effective au développement durable dans la région.

Protocole relatif aux immersions

Les modifications proposées par l'Espagne au texte du protocole relatif aux immersions n'étaient pas très nombreuses mais elles étaient très importantes et contribuaient efficacement à une véritable actualisation de la Convention. En particulier, le concept d'interdiction de l'incinération en mer a été inséré dans le Protocole, tout comme celui d'"élimination" de la pollution. La liste des déchets interdits a été remplacée par celle des déchets autorisés. Le Secrétariat estime que le nouveau texte du Protocole est marqué un progrès considérable et qu'au prix d'un léger remaniement il pourrait facilement être accepté.

Protocole relatif aux situations critiques

Aucun amendement n'a été proposé au Protocole relatif aux situations critiques.

Protocole relatif à la pollution d'origine tellurique

L'Italie a soumis pour examen un certain nombre d'amendements au texte et aux annexes du Protocole. Bien que les amendements proposés aient été présentés et examinés, le Secrétariat a estimé que la réunion ne disposait pas du temps suffisant pour procéder à la révision de cet important Protocole. Deux questions majeures ont été abordées: l'introduction du concept de "bassin hydrographique" et la fixation de l'année 2005 comme date-butoir pour l'élimination de tous les apports toxiques, persistants et bioaccumulatifs d'origine tellurique. Faute de pouvoir conclure ce débat, la réunion est convenue de demander à toutes les Parties contractantes d'adresser au Secrétariat, avant la fin décembre 1994, leurs observations écrites sur les amendements proposés par l'Italie ainsi que sur d'autres articles du Protocole pour permettre au Secrétariat d'établir un texte remanié du Protocole et de le soumettre à nouveau pour examen.

Protocole relatif aux aires spécialement protégées

Bien que ce Protocole fasse l'objet d'une ample révision, le Secrétariat est d'avis que, vu les travaux préparatoires réalisés par le CAR/ASP avec des experts et des représentants des gouvernements, l'accord dégagé sur le nouveau texte est très large et la révision devrait être bientôt achevée.

Le nouveau texte du Protocole se fonde désormais sur les nouveaux concepts suivants: un certain nombre de dispositions précises pour la protection de la vie sauvage; l'inclusion d'une annexe énumérant les espèces menacées ou en voie d'extinction à protéger; l'extension du champ d'application à la haute mer; et l'établissement d'une liste des ASP d'importance méditerranéenne.

Bien que la réunion ait pris une position favorable au nouveau texte, des doutes ont été émis quant à la possibilité réelle d'étendre le champ d'application du Protocole aux eaux internationales et à l'existence de deux listes distinctes d'ASP (nationales et méditerranéennes).

Conclusions et suite à donner

Le Secrétariat est d'avis que la réunion a nettement indiqué les directions à suivre en procédant à la révision du système de Barcelone. Les décisions portant sur l'extension du champ d'application géographique de la Convention et sur la création d'une Commission du développement durable dans le cadre du PAM sont d'une importance capitale et révèlent clairement l'intention des Parties contractantes d'aller de l'avant en s'inspirant scrupuleusement des délibérations de la CNUED et de la Conférence MED 21.

Cependant, le Secrétariat est encore convaincu que, pour créer un système valable, la Convention et les Protocoles doivent instaurer parallèlement un mécanisme de contrôle de la conformité aux dispositions des textes juridiques qui serait un élément déterminant pour faire du système de Barcelone un outil efficace de réalisation du développement durable.

En ce qui concerne les divers instruments juridiques, le Secrétariat va établir de nouveaux textes remaniés de la Convention, du Protocole relatif aux immersions et du Protocole relatif aux aires spécialement protégées pour la deuxième réunion des experts juridiques et techniques qui doit se tenir à Barcelone du 7 au 11 février 1995, et les nouveaux textes du Plan d'action pour la Méditerranée et du Protocole relatif à la pollution d'origine tellurique pour la réunion conjointe du Comité scientifique et technique et du Comité socio-économique qui interviendra à Athènes du 6 au 10 mars 1995.